

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

**Entretien des espaces verts du site
de la Météopole à Toulouse
et du site Safire à Cugnaux**

Marché n° 2631F0014

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01

Date limite de dépôt des plis :

23 mars 2026 à 14h00

Table des matières

Règlement de consultation.....	3
1. Objet de la consultation.....	3
1.1. Objet du marché.....	3
1.2. Décomposition du marché.....	3
1.3. Forme du marché.....	3
1.4. Durée du marché.....	3
1.5. Montant du marché.....	3
2. Condition de participation.....	3
3. Conditions de la consultation.....	4
3.1. Procédure de passation.....	4
3.2. Documents de la consultation.....	4
3.3. Renseignements complémentaires.....	4
3.4. Visite sur site.....	4
4. Variantes.....	4
5. Retrait par les candidats des documents de la consultation.....	4
6. Conditions de remise du pli.....	5
6.1. Transmission électronique du pli.....	5
6.2. Date limite de remise du pli.....	5
6.3. Signature du cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement.....	6
7. Constitution du pli.....	6
7.1. Éléments relatifs à la candidature.....	6
7.2. Éléments relatifs à l'offre.....	7
7.3. Langue de l'offre.....	7
7.4. Dispositions particulières relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance.....	7
8. Durée de validité des offres.....	8
9. Ouvertures des plis.....	8
10. Jugement des offres.....	8
10.1. Critère technique n° 1 (20 %).....	8
10.2. Critère technique n° 2 (15 %).....	8
10.3. Critère technique n° 3 (10 %).....	8
10.4. Critère prix (55 %).....	8
10.5. Classement final.....	8
10.6. Négociation, précisions et mise au point.....	8
11. Conditions d'attribution du marché.....	9
12. Renseignements complémentaires.....	9

Règlement de consultation

1. Objet de la consultation

1.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet l'entretien des espaces verts du site de la Météopole à Toulouse pour Météo-France et ses partenaires, dans le cadre du groupement de commande 2431G0001, ainsi que du site Safire à Cugnaux.

Le groupement est constitué de Météo-France et de trois partenaires : le CERFACS (Centre Européen de Recherche et de Formation Avancée en Calcul Scientifique), le CISMF (Centre interarmées de soutien météoro-océanographique des forces) et le SCV (Service Central Vigicrues).

1.2. Décomposition du marché

Compte tenu de sa nature, le marché n'est pas décomposé en lots.

1.3. Forme du marché

Ce marché est établi en application du code de la commande publique.

Il est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire des articles R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

1.4. Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification.

Il est reconduit tacitement par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de deux ans. La durée maximale du marché, toutes reconductions comprises, est de quatre ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins un mois avant la fin de la période en cours.

1.5. Montant du marché

Les montants des prestations passées sous la forme d'un marché ordinaire figurent à l'annexe financière.

La partie accord-cadre du marché est passée sans montant minimum mais le montant maximum sur sa durée de validité est fixé à quarante huit mille six (48 600) euros HT réparti entre les différents partenaires du groupement pour 40 000 € (Météo-France), 4 300 € (Cerfacs), 2 700 € (CISMF) et 1 600 € (SCV).

Ce montant maximum ne constitue pas un engagement de commande de la part de Météo-France. Le titulaire du marché public ne peut prétendre à une indemnité si ce montant n'est pas atteint au terme du marché public.

2. Condition de participation

Le marché est passé dans le cadre de la convention de groupement de commandes avec les partenaires du site de la Météopole à Toulouse.

Seules les entreprises adaptées sont autorisées à candidater pour ce marché selon les termes de l'article L.2113-12 du code de la commande publique.

3. Conditions de la consultation

3.1. Procédure de passation

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 à R. 2123-8 du code de la commande publique.

3.2. Documents de la consultation

Les documents de la consultation sont composés :

- du présent règlement de consultation ;
- de l'acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières et ses annexes financières ;
- du cahier des clauses techniques particulières.

Météo-France se réserve le droit, au plus tard **six jours** avant la date limite fixée pour la réception des candidatures ou des offres, soit d'apporter des modifications de détail aux documents de la consultation, soit de reporter la date limite fixée pour la réception des plis. Les candidats doivent alors répondre sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

3.3. Renseignements complémentaires

L'opération est financée par le budget propre de l'établissement ainsi que par le budget propre de chaque partenaire du groupement cité dans ce marché.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement administratif.

Le cas échéant, si le candidat ne souhaite pas bénéficier de l'avance, il remplit le point correspondant de l'acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières.

3.4. Visite sur site

La visite sur site est obligatoire et doit être effectuée préalablement à la remise de l'offre.

Météo-France organise des visites sur site entre le 02 et le 06 mars 2026 de 10h à 16h.

Pour l'organisation de ces visites, les candidats doivent s'adresser à :

Christophe Camail Portable 07 65 16 43 34 Email : christophe.camail@meteo.fr

Michel Bertrand Portable 06 21 64 20 32 Email : michel.bertrand@meteo.fr

Les candidats ont rendez-vous au poste de garde munis d'une pièce d'identité valide.

Un procès verbal de visite est remis au candidat qui doit le faire figurer dans son offre. L'absence de visite d'un candidat entraîne le rejet de son offre.

4. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

5. Retrait par les candidats des documents de la consultation

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État, PLACE, à l'adresse ci-dessous, sous la référence : **METEO-FRANCE2631F0014**.

www.marches-publics.gouv.fr

Les candidats ont accès aux documents de la consultation en les téléchargeant sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE), après avoir indiqué le nom de l'opérateur économique, de la personne physique procédant au téléchargement et son adresse électronique.

Il est possible de télécharger les documents de la consultation sans s'identifier ; néanmoins **seuls les candidats identifiés peuvent être informés des modifications de détails susceptibles d'être apportées au document.**

Dans le cas contraire, il appartient au candidat de récupérer par ses propres moyens les informations communiquées.

6. Conditions de remise du pli

Pour concourir à la présente consultation, le candidat doit remettre à Météo-France un pli comportant l'ensemble des éléments relatifs à sa candidature et à son offre, selon les modalités définies ci-dessous.

Le candidat doit **déposer son pli de manière dématérialisée** en se conformant aux dispositions de l'article 6.1 ci-après.

Le candidat doit **déposer l'ensemble des documents** demandés à l'article 7.

6.1. Transmission électronique du pli

Pour déposer son pli, le candidat se connecte à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr, sous la référence **METEO-FRANCE2631F0014**.

Une fois le candidat connecté à la page de la consultation, le dépôt du pli s'effectue à l'onglet « Dépôt ».

Pour information :

Un message de la plate-forme des achats de l'État indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Un « guide utilisateur » téléchargeable est mis à la disposition des candidats sur le site www.marches-publics.gouv.fr. Ce guide précise notamment les conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'État, les pré-requis techniques et les certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Ces derniers disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif aux dépôts des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « Aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

6.2. Date limite de remise du pli

Il est fortement conseillé au candidat de ne pas attendre le dernier moment pour transmettre son pli, en raison notamment des ralentissements que pourrait connaître la plate-forme de dépôt électronique.

Le pli doit être déposé avant le : 23 mars 2026 à 14h00

Les plis reçus après la date et l'heure limites ne sont pas ouverts et sont déclarés irrecevables.

Seules la date et l'heure de réception du pli sur le profil acheteur font foi. Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

Une fois déposés, les plis ne peuvent plus être retirés, ni modifiés. Le candidat reste tenu par son offre pendant tout le délai de validité de celle-ci.

Le candidat qui souhaite faire une offre différente de l'offre initiale doit présenter cette offre nouvelle selon les mêmes modalités administratives et avant la date et l'heure limite de dépôt des plis.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un second dépôt se substitue au premier. Il y a donc lieu pour le candidat de déposer un nouveau pli comportant l'intégralité des documents demandés relatifs à la candidature et à son offres, et non un additif.

6.3. Signature du cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement

La signature du cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement n'est pas obligatoire au moment du dépôt de ce document sur PLACE. Toutefois, le candidat peut choisir de déposer un document signé, à condition que la signature soit électronique.

Si Météo-France constate, à l'issue de l'analyse des offres, que le cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement déposé par l'attributaire pressenti n'est pas signé, l'établissement l'en avertit. L'attributaire pressenti dispose alors d'un délai de **sept jours francs** à compter de cette information pour remettre à Météo-France ce document signé.

Les candidats sont fortement invités à signer le cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement de façon électronique, en privilégiant le format de signature électronique PAdES. Au regard des délais habituellement constatés pour l'acquisition d'un certificat de signature électronique, il est recommandé aux candidats d'anticiper les démarches nécessaires à cette acquisition. En cas d'impossibilité, la remise à Météo-France de ce document signé de façon manuscrite en main propre ou par voie postale est toutefois admise.

La signature électronique doit être réalisée au moyen d'un certificat de signature électronique qualifié, dont les modalités sont détaillées par le [décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017](#) et l'[arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique](#). Des informations importantes relatives à la signature électronique figurent à l'annexe du présent règlement de consultation.

Le cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement doit être signé par une personne habilitée à engager juridiquement le candidat.

7. Constitution du pli

Le pli contient des éléments relatifs au candidat et des éléments relatifs à son offre.

7.1. Éléments relatifs à la candidature

Le candidat doit remettre en un seul exemplaire les documents ci-dessous :

1. Les formulaires DC1 et DC2 (ou équivalent) complétés. Ces formulaires sont disponibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Ces documents peuvent être substitués dans leur intégralité par le Document unique de marché européen (DUME) rédigé en français.

2. Le candidat transmet également une présentation de sa société faisant apparaître :

- Ses activités, sa structure, ses moyens, effectifs et localisation(s). La présentation des moyens inclut celle des outils et partenariats liés à l'exécution du marché.
- Les certificats et/ou les normes qu'il possède. Les noms des organismes ayant délivré les certificats et les normes sont mentionnés.
- Tous justificatifs visant à démontrer son expérience et sa compétence dans le domaine concerné.
- Tous justificatifs visant à démontrer sa responsabilité sociétale.

Dans tous les cas, figurent impérativement dans les déclarations du candidat (DC2 à jour ou équivalent) ou dans des documents annexés les renseignements suivants permettant d'apprécier les capacités techniques, économiques et financières du candidat :

- la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et si possible le chiffre d'affaires concernant les fournitures ou services auxquels se réfère le marché, réalisées au cours des trois derniers exercices (rubrique D1 du DC2) ;
- la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;

- la présentation d'une liste des principaux marchés similaires effectués au cours des trois dernières années dans le domaine de la présente consultation, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Indiquer des références détaillées et vérifiables pour des prestations similaires (clientèle) : Nom du contact, Adresse, Coordonnées téléphoniques

Nota bene :

En cas de **groupement**, les documents précédemment cités sont à produire par chaque opérateur économique.

7.2. Eléments relatifs à l'offre

Le candidat doit remettre en un seul exemplaire et de façon distincte les éléments suivants :

a. Le cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement (CCAP/AE) dûment renseigné

b. L'annexe financière dûment renseignée. Y figurent les prix en euros HT et TTC.

ATTENTION

Toute modification unilatérale de la part du candidat des documents de la consultation ou de ses annexes entraîne l'invalidité de l'offre.

c. L'offre technique du candidat

Le candidat décrit sa solution technique pour satisfaire les besoins mentionnés dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le candidat peut joindre à son offre tout document à son initiative jugé utile à la bonne compréhension de l'offre.

7.3. Langue de l'offre

L'offre du candidat doit être rédigée en langue française et exprimée en euros. Si ces documents ne sont pas rédigés en langue française, ils sont accompagnés d'une traduction en français.

7.4. Dispositions particulières relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire doit spécifier clairement le rôle de chacun des co-traitants dans la réalisation des prestations demandées. En application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, Météo-France impose qu'il soit solidaire de l'ensemble des membres du groupement.

En cas de groupement, le candidat peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service seront adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du cahier des clauses administratives générales applicable, aux membres du groupement qui auront alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir que les demandes de paiements seront présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, par les membres du groupement, lesquels seront alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Il est rappelé que si la sous-traitance reste possible tout au long de l'exécution du marché, la co-traitance n'est possible que si elle a été déclarée lors de la candidature (formulaire DC1 ou équivalent).

En application des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique, l'exécution de certaines parties du marché peut être sous-traitée à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements.

Si le candidat envisage de sous-traiter une partie des prestations dès le dépôt de son offre, il joint à son pli une **déclaration de sous-traitance** (formulaire ATTR12 « acte spécial présenté au stade du dépôt de l'offre » disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attributionmarches-2019>, ou équivalent) complétée et signée selon les modalités décrites à l'article 6.3.

8. Durée de validité des offres

La durée de validité de l'offre est de **six mois** à compter de la date limite de réception des plis.

9. Ouvertures des plis

Météo-France procède à l'ouverture et à l'examen des éléments relatifs à la candidature, et se réserve la possibilité d'éliminer :

- Les candidats n'ayant pas fourni (ou de manière incomplète) les pièces et les renseignements demandés à l'article 7.1 du présent règlement de la consultation ;
- Les candidats dont les capacités professionnelles, techniques et financières sont jugées insuffisantes, notamment au regard des références vérifiables et des justificatifs demandés à l'article 7.1 ci-dessus.

Les offres des candidats éliminées sont détruites. Si la transmission électronique est accompagnée d'une sauvegarde, cette dernière est détruite sans avoir été ouverte.

10. Jugement des offres

Après avoir examiné leur recevabilité par rapport aux documents de la consultation, les offres sont classées en fonction des critères et modalités de pondération décrits ci-dessous. Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables au sens des articles L. 2152-2 à L. 2152-4 du code de la commande publique ne sont pas classées. Toutefois, Météo-France se réserve le droit d'autoriser à régulariser les offres irrégulières conformément à l'article R. 2152-2 du code de la commande publique.

10.1. Critère technique n° 1 (20 %)

** Le critère technique 1 est évalué selon la description des moyens mis en œuvre incluant les actions menées dans le domaine du développement durable et politique sociale de l'entreprise.

10.2. Critère technique n° 2 (15 %)

** Le critère technique 2 est évalué selon la description de l'organisation mise en place pour répondre aux besoins de Météo-France.

10.3. Critère technique n° 3 (10 %)

** Le critère technique 3 est évalué selon les procédures et les outils mis en place pour assurer les comptes-rendus (10 %)

10.4. Critère prix (55 %)

** Le critère prix est évalué sur le prix forfaitaire et sur les bons de commande selon scénario (55 %).

10.5. Classement final

Les offres sont classées en fonction de la note obtenue après pondération et somme des notes de chacun des critères. L'offre retenue est celle arrivée première.

En cas d'égalité de la note finale globale, est retenue l'offre qui a obtenu la meilleure note dans le critère affecté de la plus forte pondération, et ainsi de suite en cas d'égalité dans le premier critère.

10.6. Négociation, précisions et mise au point

Météo-France n'est pas tenu de négocier. Si Météo-France considère être en capacité d'attribuer le marché public au vu des offres initiales des candidats, l'attribution intervient sur la base de ces offres sans négociation. Si, en revanche, Météo-France décide de négocier après la remise des offres avec certains candidats, il n'est pas tenu d'en informer l'ensemble des candidats. Dans ce cas, Météo-France engage la négociation avec, au maximum, les trois meilleures offres.

Météo-France se réserve le droit de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre, ce qui ne préjuge en rien de l'attribution du marché.

Le cas échéant, il peut être procédé à une mise au point du marché avec l'attributaire dans les conditions prévues à l'article R. 2152-13 du code de la commande publique.

11. Conditions d'attribution du marché

Le marché ne peut être notifié au candidat pressenti si Météo-France ne dispose pas des documents suivants :

- Un RIB original (ou équivalent), afin de procéder rapidement à la mise en paiement ;
- Un extrait de registre pertinent tel qu'un extrait K, ou un extrait K bis, un extrait D1 ou à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou l'administration compétente attestant de l'absence de cas d'exclusion de soumissionner ;
- Les attestations et certificats à jour délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales (attestation de régularité fiscale) ;
- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail (attestation de vigilance). Ces pièces devront par la suite être à produire par le titulaire tous les six mois jusqu'à la fin du marché ;
- La liste des salariés étrangers employés soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail ;
- Le certificat attestant la régularité de sa situation au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail délivré par l'Agefiph ;
- Pour les entreprises de travail temporaire, la liste nominative prévue à l'article D. 8254-2 du code du travail.

Les obligations sont identiques pour les candidats établis dans un pays étranger. Cependant, dans l'hypothèse où les obligations sociales et fiscales ne donnent pas lieu à l'établissement de certificats officiels, les candidats doivent produire une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, une déclaration solennelle faite devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement (article R. 2143-10 du code de la commande publique).

12. Renseignements complémentaires

Afin d'obtenir des renseignements complémentaires qui seraient nécessaires pour élaborer leur candidature, les candidats doivent faire parvenir leur(s) question(s) écrite(s) **au moins huit jours avant la date limite de remise des offres**.

Une réponse commune est alors adressée à tous les candidats s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de la candidature, au minimum six jours avant la date limite de remise des candidatures.

Il est exclu de répondre individuellement à une demande qui serait spécifique à un candidat.

Les questions doivent être posées directement sur le site PLACE. La question et la réponse sont consultables sur le site par l'ensemble des candidats identifiés ayant téléchargé les documents de la consultation.

En cas de difficulté, envoyer un courriel aux adresses électroniques suivantes :

mp.dap-trl@meteo.fr en mentionnant dans la partie « objet » du message : « **Marché n° 2631F0014 – A**
l'attention de Chantal BOUYER – SG/DAP/TRL ».